

LE COLLECTIF DES GOUVERNEMENTS LOCAUX
ET RÉGIONAUX À LA

69^E COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

30 ANS DE LA DÉCLARATION ET
PROGRAMME D'ACTION DE BEIJING

Incluant la

**Déclaration de la Global Taskforce
des Gouvernements Locaux
et Régionaux**

#CSW

#Listen2Cities





Notre vision, notre contribution : les gouvernements locaux et régionaux ouvrent la voie vers l'égalité

Nous, collectif mondial des gouvernements locaux et régionaux, nous restons uni-es dans notre engagement historique à parvenir à une véritable égalité dans toutes les villes et toutes les régions. Depuis plus d'un siècle, notre mouvement municipal défend l'égalité, la justice et l'émancipation, en faisant entendre nos villes et territoires sur la scène internationale. Notre mouvement a contribué aux processus ayant mené à la naissance de la Déclaration et Programme d'action de Beijing et ces 30 dernières années, nous avons œuvré à la localisation de ses objectifs, une démarche animée par l'équité dans la fourniture de services publics locaux. Alors qu'en 2025 nous célébrons les 30 ans du Programme de Beijing, nous réaffirmons notre engagement à continuer de faire progresser ses objectifs stratégiques, par l'intermédiaire de l'action locale, de la localisation et de la mobilisation, afin d'accélérer l'égalité des femmes et des filles partout dans le monde et le respect de leurs droits.

Notre vision est claire : nos communautés, notre démocratie et la résilience de notre planète ne peuvent s'épanouir sans égalité, et l'égalité ne pourra pas se concrétiser sans une redistribution radicale du pouvoir. Les femmes et les personnes historiquement marginalisées ne doivent pas uniquement faire partie des résultats politiques, elles doivent aussi être des co-créatrices à chaque étape du processus de prise de décisions. Les gouvernements locaux et régionaux constituent la sphère de gouvernance la plus réactive et inclusive, et veillent à ce que toutes les voix soient entendues tout en promouvant l'inclusion, à un moment où le tissu social de nos communautés est mis à rude épreuve. S'ils entendent reforcer la confiance en la démocratie et promouvoir un système multilatéral efficace, inclusif, qui fonctionne en réseau et adapté à aborder les défis présents et futurs, les gouvernements locaux et régionaux doivent faire partie de la solution, en tant que partenaires, en co-crédant des politiques publiques qui donnent la priorité aux personnes plutôt qu'aux profits, au soin plutôt qu'au capital et à l'innovation plutôt qu'au statu quo.

RAPPROCHER LES AGENDAS MONDIAUX DES RÉALITÉS LOCALES : LA PERSPECTIVE LOCALE SUR LE RAPPORT DU SG DES NU ET LES ÉVALUATIONS RÉGIONALES À L'OCCASION DE BEIJING+30

La Déclaration et Programme d'action de Beijing émane de la 4e Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing, en Chine, en septembre 1995. Des représentants et représentantes de 189 pays ont négocié et adopté la Déclaration et le Programme d'action, qui identifiaient 12 grands domaines d'inquiétude et fixaient des objectifs et actions stratégiques pour les aborder.

Dans son rapport « Examen et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et Programme d'action de Beijing », le **secrétaire général des Nations unies** met en lumière les progrès mondiaux et régionaux en matière d'égalité des genres, dans six chapitres thématiques abordant les domaines critiques du Programme d'action de Beijing.

Toutefois, le rapport ne prête que peu d'attention aux gouvernements locaux comme acteurs politiques et parties intégrantes dans la mise en œuvre de ces engagements.

Le processus d'examen de Beijing+30 comprenait la préparation de rapports régionaux et l'organisation de réunions

intergouvernementales, menées dans les cinq régions par les commissions régionales de l'ONU : la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique pour l'Amérique Latine et Caraïbes (CEALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Ces rapports régionaux comprennent encore moins de références à l'échelle locale et pratiquement aucune aux contributions des gouvernements locaux.

La priorité d'**ONU-Femmes** pour Beijing+30 est de livrer le Programme d'action de Beijing en promouvant la collaboration entre trois groupes cibles : les États membres, la société civile et le système multilatéral. ONU-Femmes présentera un **Programme d'action Beijing+30** visant à réaliser le Programme d'action et accélérer l'Agenda 2030 via la redevabilité, le réengagement et les ressources.

Pour Beijing30+, le Mouvement municipal féministe appelle à l'inclusion significative des



Localisation du Programme d'action de Beijing et de l'ODD 5 : réussites et difficultés

Les gouvernements locaux et régionaux sont en première ligne du développement durable et de la paix et jouent un rôle primordial dans la concrétisation des agendas mondiaux, tout en promouvant l'égalité, afin de ne laisser personne ni aucun territoire pour compte. De la santé à l'éducation, de la résilience au climat en passant par la protection sociale, les politiques et la fourniture des services locaux sont indispensables à la réalisation des objectifs du Programme d'action de Beijing et des ODD, comme le soulignait le Rapport mondial sur le développement durable de 2023.

Les gouvernements locaux et régionaux localisent l'égalité autour de trois grands axes :

1. Les personnes

nous protégeons les droits de toutes les femmes et de toutes les filles, en faisant progresser l'émancipation économique, en combattant la violence, en garantissant leur accès à l'éducation, à la culture et à la santé, et en appuyant l'apprentissage tout au long de la vie et la participation à vie culturelle. Notre position unique de sphère de gouvernement au plus près des communautés nous permet de co-créer des systèmes de soins locaux et de mettre en œuvre des politiques soucieuses du genre qui autonomisent les femmes et les filles, notamment à travers des partenariats avec tous les secteurs de la société. Avec les droits et la paix comme ligne d'horizon, nous œuvrons à l'inclusion sociale, nous protégeons les femmes et les filles migrantes et nous incluons les hommes et les garçons dans nos actions vers l'égalité.

2. La planète

nous reconnaissons la connexion entre les inégalités de genre et la dégradation de l'environnement et nous défendons la justice climatique. Les femmes sont essentielles à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique, en particulier à l'échelle locale ; et nous soutenons leur leadership dans la consolidation de la résilience.

3. Le gouvernement

les gouvernements locaux défendent la participation des femmes à la vie politique et publique, renforçant par conséquent les agendas politiques se focalisant sur l'égalité. Nous remettons en question les normes sociales tenaces et les structures de pouvoir patriarcales, et nous promouvons des cadres institutionnels qui permettent aux femmes d'organiser le changement et de piloter la transformation sur nos territoires.

gouvernements locaux et régionaux au sein des processus politiques et intergouvernementaux en matière d'égalité des genres et de justice sociale. Notre vision, notre leadership et notre engagement promeuvent une économie transformatrice focalisée sur le soin, une action renouvelée contre les violences de genre et une approche intersectionnelle qui autonomise les voix marginalisées et redéfinit la gouvernance pour bâtir un avenir plus équitable et plus juste.

Nous exhortons les Nations unies et la communauté internationale à reconnaître et nouer des partenariats avec les responsables des gouvernements locaux afin de livrer des services publics et inclusifs (soin, éducation, mais aussi transports sécurisés et logement), tout en démantelant les obstacles au leadership des femmes.



Nos priorités : l'agenda du mouvement municipal féministe pour les années à venir

1. DROITS HUMAINS, PARTICIPATION POLITIQUE ET LEADERSHIP DES FEMMES

NOUS RÉAFFIRMONS QUE L'ÉGALITÉ DES GENRES EST UN DROIT HUMAIN ET QUE SI L'ON ENTEND PARVENIR À LA JUSTICE SOCIALE ET CONCRÉTISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA PARTICIPATION PLEINE ET SIGNIFICATIVE DES FEMMES S'AVÈRE ESSENTIELLE. SANS LA PRÉSENCE DES FEMMES DANS LES SPHÈRES DIRIGEANTES, IL NE PEUT Y AVOIR NI PAIX, NI DÉMOCRATIE, NI AVENIR.

2. SYSTÈMES DE SOINS LOCAUX ET FOURNITURE DE SERVICES PUBLICS

SITUÉS EN PREMIÈRE LIGNE DE LA RÉPONSE AUX CRISES, LES GOUVERNEMENTS LOCAUX SONT ENGAGÉS DANS LA CONSTRUCTION DE SYSTÈMES DE SOINS SE FONDANT SUR LA FOURNITURE ÉQUITABLE DE SERVICES PUBLICS. NOUS VEILLERONS À L'ÉPANOUISSEMENT DE TOUTES LES FEMMES, TOUTES LES FILLES ET TOUTES LES COMMUNAUTÉS, INDÉPENDAMMENT DE LEUR STATUT, VIA LA FOURNITURE DE SERVICES ESSENTIELS TELS QUE LE LOGEMENT, LA SANTÉ, L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT, LA CULTURE, L'ÉDUCATION, LES SERVICES DE SOINS ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE.

LA DÉCLARATION POLITIQUE DE LA CSW69 SUR BEIJING+30 ET NOS APPELS À LA LOCALISATION

Le Comité économique et social (ECOSOC) a décidé qu'à l'occasion de sa 69^e session, la Commission de la condition de la femme examinerait la mise en œuvre de la Déclaration et Programme d'action de Beijing et sa contribution à la réalisation complète de l'Agenda 2030 via une perspective de genre. Une déclaration politique sera adoptée au début de la session, visant à définir les stratégies d'action ciblées pour mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing. Son avant-projet a été négocié par les États membres au mois de février 2025, sans aucun mécanisme d'implication de la société civile.

Nous, gouvernements locaux et régionaux, célébrons les engagements inscrits dans la deuxième mouture de l'avant-projet (deuxième révision) de la Déclaration politique à l'occasion du 30^e anniversaire de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes et son attachement à faire progresser l'égalité des genres au moyen de politiques transformatrices, de la participation politique inclusive et de services publics axés sur le soin.

Toutefois, pour le moment, la Déclaration ne fait que peu de cas du rôle crucial que jouent les gouvernements locaux et régionaux dans la concrétisation des objectifs du Programme d'action à l'échelle locale et leur position comme acteurs politiques et sphère de gouvernement la plus proche de nos communautés.

Reconnaître plus explicitement les gouvernements infranationaux et leur attribuer davantage de ressources permettrait de donner naissance à des solutions plus réactives, mieux adaptées à l'échelle locale, tout en accroissant la redevabilité globale. Ceci permettrait au collectif des gouvernements locaux de mieux reconnaître et s'approprier les objectifs stratégiques du Programme d'action de Beijing, car les gouvernements locaux et régionaux continuent de défendre l'agenda de l'égalité par l'intermédiaire de politiques concrètes et du leadership sur le terrain.

Reconnaissant que la véritable transformation démarre à l'échelle locale, nous affirmons que les villes et les régions sont au premier plan de la fourniture de services publics inclusifs et dans la garantie de l'équité dans la participation politique. Notre implication directe auprès des communautés locales nous donne une position unique pour localiser le Programme d'action de Beijing de façons qui sont sensibles à la culture, réactives à l'échelle locale et durables.



3. ÉGALITÉ DES CHANCES POUR LES FEMMES ET FILLES

LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, LE DÉMANTÈLEMENT DES INÉGALITÉS STRUCTURELLES AU SEIN DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOI, ET L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES DE GENRE, DU HARCÈLEMENT ET DE LA DISCRIMINATION SONT DES PRIORITÉS NON NÉGOCIABLES. AFIN DE FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES AUXQUELLES ELLES FONT FACE, IL FAUT QUE LES ASPIRATIONS ET LES CONTRIBUTIONS DES FEMMES AIENT UNE PLACE CENTRALE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES AU SEIN DE LA GOUVERNANCE LOCALE.

4. RÉSILIENCE ET ACTION CLIMATIQUE SOUCIEUSES DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

LES FEMMES DOIVENT ÊTRE AU CŒUR DE NOS RÉPONSES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. LEUR LEADERSHIP DANS LA CONCEPTION DES POLITIQUES ET SOLUTIONS CLIMAT PERMETTRA DE S'ASSURER DE LA RÉSILIENCE ET DE LA DURABILITÉ DES COMMUNAUTÉS.

5. PRÉSERVATION DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA PAIX

NOUS SOUTENONS LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES, QUE NOUS CONSIDÉRONS COMME LA PIERRE ANGULAIRE DE LA PRÉSERVATION DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA PAIX. EN TEMPS DE CRISE, LE LEADERSHIP DES FEMMES RENFORCE LA COHÉSION SOCIALE ET FAVORISE LA REPRISE.

Nos appels en lien avec la Déclaration politique de la CSW69 :

1. Autonomiser la prise de décision à l'échelle locale

Nous appelons à une plus grande décentralisation de l'autorité et des ressources, afin de permettre aux gouvernements locaux de localiser les politiques internationales et nationales en matière d'égalité des genres et répondre aux besoins et aspirations spécifiques des communautés locales.

2. Investir dans les systèmes de soins locaux

Nous demandons des fonds spécifiques pour les services publics locaux, afin de garantir que toutes les habitantes ont accès aux services essentiels et à l'égalité des chances. Les investissements dans les systèmes de soins locaux sont l'un des piliers de la justice sociale.

3. Renforcer les capacités et la redevabilité

Nous exhortons les partenaires nationaux et internationaux à soutenir les capacités des gouvernements locaux, pour nous permettre de concevoir et mettre en œuvre des politiques et budgets innovants et soucieux du genre.

4. Promouvoir des partenariats multiniveaux de fort impact

Nous encourageons les initiatives collaboratives qui amplifient notre voix collective pour faire progresser l'égalité des genres et veiller à ce que les perspectives locales aient bien une place centrale au sein du processus d'élaboration des politiques à l'échelle internationale. Le collectif des gouvernements locaux mène des coalitions pluripartites et multiniveaux de fort impact pour faire avancer le Plan local de sauvetage des ODD.



Notre appel à l'action : vers un nouveau multilatéralisme ancré dans l'égalité

Alors que nous nous préparons à fêter le 30e anniversaire du Programme d'action de Beijing, nous appelons à une action audacieuse et à l'implication intégrale des gouvernements locaux et régionaux dans la Commission de la condition de la femme (CSW) et au-delà. Nous appelons spécifiquement à :

1. Une refonte du système multilatéral pour l'égalité des genres

nous demandons un changement fondamental dans les structures de gouvernance pour nous assurer que les femmes en sont bien le centre, et que les gouvernements locaux et régionaux sont reconnus en tant qu'acteurs essentiels de la réalisation du Programme d'action de Beijing et de l'Agenda 2030.

NOTRE COLLECTIF AUTO-ORGANISÉ DE GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX SE TIENT PRÊT À REVIGORER LE MULTILATÉRALISME AVEC UN ENGAGEMENT INDÉFACTIBLE ENVERS L'ÉGALITÉ DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PACTE DE L'ONU POUR L'AVENIR, GUIDÉ PAR LES RECOMMANDATIONS DU GROUPE CONSULTATIF SUR LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU.

L'adoption du Pacte de l'ONU pour l'avenir en septembre 2024 a marqué une étape importante vers le renforcement des partenariats internationaux pour concrétiser les engagements pris et aborder les défis émergents. Par l'intermédiaire du Groupe consultatif sur les gouvernements locaux et régionaux du Secrétaire général de l'ONU facilité par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et ONU-Habitat, les gouvernements locaux et régionaux se sont impliqués activement dans le processus préparatoire, soulignant leur engagement à veiller à ce que les voix des leaders et leadeuses locales et régionales soient bien reflétées dans la prise de décision.

Dans le cadre de sa contribution au Sommet pour l'avenir, le Groupe consultatif a mis au point une stratégie globale pour l'implication de l'ONU auprès des gouvernements locaux et régionaux. Elle identifie notamment les priorités clés pour renforcer l'action locale au sein des agendas mondiaux qui comprennent (i) des villes et des territoires de soins afin de fournir des services publics locaux universels et promouvoir l'égalité des genres ; (ii) une gouvernance axée sur les droits humains, qui garantit l'équité et la cohésion sociale ; (iii) des politiques locales qui mettent fin aux violences et aux discriminations, en adoptant des approches axées sur les personnes ; et (iv) la jeunesse au sein des mécanismes de gouvernance et les générations futures comme élément fondamental de l'agenda politique. Façonnées par le travail du Groupe consultatif et de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux (GLR), ces priorités réaffirment l'engagement des GLR à donner vie à un multilatéralisme axé sur les personnes et fondé

sur les droits, qui est utile à toutes et qui s'assure de ne laisser personne pour compte, tout en contribuant à faire progresser la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir et de l'Agenda 2030.

UNE VISION DES GOUVERNEMENTS LOCAUX POUR LA REVITALISATION DE LA CSW, MANDATÉE PAR LE PACTE POUR L'AVENIR DE L'ONU.

Adopté en 2024, le Pacte pour l'avenir de l'ONU demande notamment à l'ECOSOC « d'explorer, à l'approche du 30e anniversaire de la 4e Conférence mondiale sur les femmes, des options pour revitaliser la Commission sur le statut de la femme, afin de promouvoir la mise en œuvre intégrale et effective de la Déclaration et Programme d'action de Beijing visant à l'égalité des genres et à l'émancipation des femmes et des filles, et à promouvoir et protéger leurs droits humains et s'assurer de l'adéquation de la Commission. » Le Botswana et l'Irlande ont été désigné-es par le président de l'ECOSOC comme facilitateur et facilitatrice de ce processus en décembre 2024. Les consultations auront lieu au printemps 2025, pour aboutir à l'adoption d'une résolution et à un événement de célébration à l'occasion de l'AGNU80 en septembre 2025.

Les recommandations de la société civile pour la revitalisation de la CSW se focalisent sur sa raison d'être (redevabilité), son processus (stratégies de participation et d'implication actives) et son contenu (thématiques et priorités directrices et stratégiques). Cette revitalisation a pour ambition : la pertinence politique, l'efficacité et une participation améliorée des multiples parties prenantes.

Le collectif des gouvernements locaux et régionaux suivra de près ce processus et ces négociations, guidé par les recommandations du Groupe consultatif sur les gouvernements locaux et régionaux du secrétaire général de l'ONU pour un multilatéralisme plus inclusif, plus égalitaire et qui fonctionne davantage en réseau.



2. Réformer l'architecture financière mondiale

le système financier mondial doit être repensé depuis la perspective de la redistribution, de la décentralisation et de la redéfinition du soin, en se fondant sur une responsabilité publique renouvelée. Les gouvernements locaux et régionaux doivent disposer du pouvoir fiscal et des ressources nécessaires pour accélérer la localisation des agendas mondiaux en matière d'égalité des genres.

FINANCER L'ÉGALITÉ ET LE SOIN DANS TOUTES LES VILLES ET SUR TOUS LES TERRITOIRES SERA UNE PRIORITÉ CLÉ DE NOTRE COLLECTIF DES GOUVERNEMENTS LOCAUX LORS DE LA 4E CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT.

Le contexte international remet toujours plus en cause l'état du financement du développement durable, avec notamment l'aggravation des impacts du changement climatique chaque année, et les groupes sociaux les plus vulnérables finissant toujours par être les plus touchés. Nous avons énormément dévié des ODD, avec un déficit de financement estimé entre 2 500 milliards et 4 000 milliards USD annuels dans les pays en développement. Il est fondamentalement nécessaire d'élargir et d'améliorer la disponibilité des financements abordables pour atteindre les ODD et fournir les moyens de combler les profonds déficits de financements dans les pays en développement, dans les contextes urbains et en particulier du point de vue de l'adaptation.

La 4e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) sera accueillie par le gouvernement espagnol et aura lieu du 30 juin au 3 juillet à Séville. La précédente conférence remontant à 10 ans, celle-ci constituera une opportunité clé pour le collectif organisé des GLR de veiller à la mise à jour du paragraphe 34, mais aussi au renforcement des références aux financements des gouvernements locaux et régionaux afin qu'ils soient orientés sur les actions.

L'objectif global de notre collectif organisé est de contribuer à refaçonner l'architecture financière mondiale et à redéfinir la finance et l'économie d'une façon plus durable, plus inclusive et qui tienne compte des capacités, des réalités, des nécessités et du potentiel des gouvernements locaux et régionaux. Nous entendons œuvrer à transformer en profondeur la gouvernance et les règles du système économique actuel, en ouvrant la voie à l'accroissement des financements abordables, l'assistance technique et en élaborant des mécanismes de financement innovants, pour booster les investissements dans l'infrastructure sociale en particulier et combler le déficit de financement des ODD.



3. Propulser la participation des femmes à tous les niveaux

nous exhortons les Nations unies, les États membres et la CSW à reconnaître le rôle des gouvernements locaux et soutenir les leadeuses locales, comme élément clé pour faire avancer l'égalité des genres. Nous devons être entièrement intégrées aux processus de prise de décision et de mise en œuvre.

L'EXAMEN DE LA LOCALISATION DE L'ODD 5 EN VUE DU PROCHAIN FPHN SERA UNE AUTRE ÉTAPE CLÉ DE LA FEUILLE DE ROUTE DE BEIJING+30 DU COLLECTIF DES GOUVERNEMENTS LOCAUX, AVEC UNE FOCALISATION SUR LES DIFFICULTÉS ET LES OPPORTUNITÉS QUE SUPPOSE LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES.

L'édition 2025 du Forum politique de haut niveau (FPHN) sur le développement durable aura lieu du 14 au 23 juillet 2025, sous les auspices du Conseil économique et social, sous le thème : « Faire progresser des solutions durables, inclusives, fondées sur la science et des données probantes pour le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD) pour ne laisser personne de côté ». Le FPHN 2025 procédera à un examen approfondi de l'ODD 5 : « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ».

À l'instar des années précédentes, la Global Taskforce présentera son rapport annuel Vers la localisation des ODD au FPHN. Outre l'analyse de l'implication des GLR dans les mécanismes de coordination nationaux pour la mise en œuvre des ODD et des examens nationaux volontaires (VNR), le rapport développera la perspective locale sur le thème de cette année, en abordant les ODD soumis à examen. Un document spécifique examinera la localisation de l'ODD 5 dans les villes et territoires de toutes les régions du monde. Il entendra être

un reflet des expériences et des réflexions des gouvernements locaux et régionaux dans la défense de la participation politique des femmes, dans la co-création de systèmes de soins locaux et dans la lutte contre les violences et les discriminations. Il a été confirmé que le Forum des gouvernements locaux et régionaux aura bien lieu dans le cadre du FPHN 2025 et qu'il se focalisera sur les ODD examinés cette année, notamment l'ODD 5.



4. Soutenir les politiques locales du soin et du bien-être

la promotion de politiques et systèmes de soins intégraux souligne la responsabilité partagée non seulement entre les hommes et les femmes, mais également avec les gouvernements. Nous appelons la communauté internationale à soutenir les gouvernements locaux qui tracent la voie vers une politique du soin, de la participation et du bien-être. Les politiques se focalisant sur l'égalité à l'échelle locale sont fondamentales pour bâtir des sociétés où les personnes tout comme la planète peuvent s'épanouir.

À L'APPROCHE DU SOMMET SOCIAL MONDIAL : LA COALITION SOCIALE LOCALE ET SES PRIORITÉS TRANSVERSALES EN MATIÈRE D'ÉQUITÉ ET DE TERRITOIRES DE SOIN.

À l'approche du Sommet social mondial : la Coalition sociale locale et ses priorités transversales en matière d'équité et de territoires de soin

En 2025, le Deuxième Sommet mondial pour le développement social (WSSD2 en anglais) se tiendra au Qatar, 30 ans après la Déclaration de Copenhague. Réclamé par le secrétaire général des Nations unies, ce sommet constituera un moment fondamental dans la création d'un nouvel agenda social se focalisant sur la progression de la justice sociale, la solidarité et l'égalité par le biais de la coopération multinationaux et des partenariats. Parmi les thématiques clés se trouveront l'éradication de la pauvreté, le plein emploi productif, un travail décent pour toutes et tous, et l'intégration sociale. Pour les gouvernements locaux et régionaux, mais aussi pour leurs partenaires mondiaux, le Sommet social mondial incarne la possibilité d'élaborer un agenda social international piloté par la fourniture des services publics locaux et par la gouvernance via les partenariats.

Pour le collectif auto-organisé des GLR, main dans la main avec son écosystème de partenaires, le Sommet social mondial sera un moment décisif pour mobiliser une coalition multipartite et multinationaux qui, animée par la fourniture de services publics locaux, place la réduction des inégalités au centre d'un nouveau contrat social. Notre collectif mettra l'accent sur le leadership féministe et la fourniture de services publics locaux comme levier crucial pour réduire les inégalités et avancer un nouveau contrat social.

En vue du Sommet, le collectif des gouvernements locaux se focalisera sur le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la réduction des inégalités,

ancré dans la Coalition sociale locale lancée en 2024 par CGLU. Avec en son centre les droits essentiels tels que l'accès au logement, à la nourriture, à la culture, la prévention des conflits et les services publics, la Coalition sociale locale est une coalition politique multipartite qui se focalise sur la localisation en vue de bâtir une société de droits et de réduire la pauvreté et les inégalités sociales dans la dernière ligne droite vers 2030. Son objectif est d'envisager les futurs locaux et régionaux, d'accélérer les engagements politiques et de favoriser la collaboration entre maires, gouverneurs et gouverneuses, et parties prenantes portées sur les dynamiques urbaines. La Coalition locale sociale proposera une plateforme pour le dialogue structurel entre parties prenantes ; les engagements politiques de haut niveau ; les solutions concrètes pour les générations actuelles et futures ; et les stratégies multilatérales de mise en œuvre. L'égalité et le soin seront des axes transversaux de la Coalition, qui façonneront les priorités du mouvement municipal pour la fourniture de services publics locaux et la localisation du développement durable.

PARVENIR À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EST UNE PRIORITÉ ESSENTIELLE DE L'AGENDA DE L'ÉGALITÉ DU MOUVEMENT MUNICIPAL ÉTANT DONNÉ LES CONNEXIONS ENTRE ÉGALITÉ DES GENRES ET JUSTICE CLIMATIQUE.

Lors de la Conférence 2025 de l'ONU sur les océans qui se tiendra à Nice du 9 au 13 juin, nous nous rassemblerons pour réaffirmer notre engagement à protéger cette ressource commune que sont les océans, en respectant les principes d'égalité et d'inclusivité dans la gouvernance environnementale. Le 7 juin, le Sommet Ocean Rise & Coastal Resilience pour les villes et les régions lancera la Coalition Ocean Rise & Coastal Resilience, une étape décisive vers l'adaptation des villes et des régions côtières face aux risques liés aux événements océaniques. Avec des partenaires clés tels que l'ICLEI, C40, le Réseau Villes Résilientes, le FMDV et CGLU, cette



La route vers l'égalité des genres passe par l'action locale, le leadership des femmes et la solidarité mondiale. Alors que nous célébrons le 30e anniversaire du Programme d'action de Beijing, **sachons reconnaître le pouvoir transformateur des gouvernements locaux et régionaux pour localiser leurs objectifs et ouvrir la voie vers un monde plus égalitaire, plus juste et plus durable.** Nous nous tenons prêtes et prêts à travailler avec la communauté mondiale, pour veiller à ce qu'aucune femme, aucune fille, aucune communauté, aucun territoire n'est laissé·e pour compte.

initiative défend le développement durable mais aussi l'égalité d'accès à des avenir urbains sûrs et résilients pour toutes les communautés.

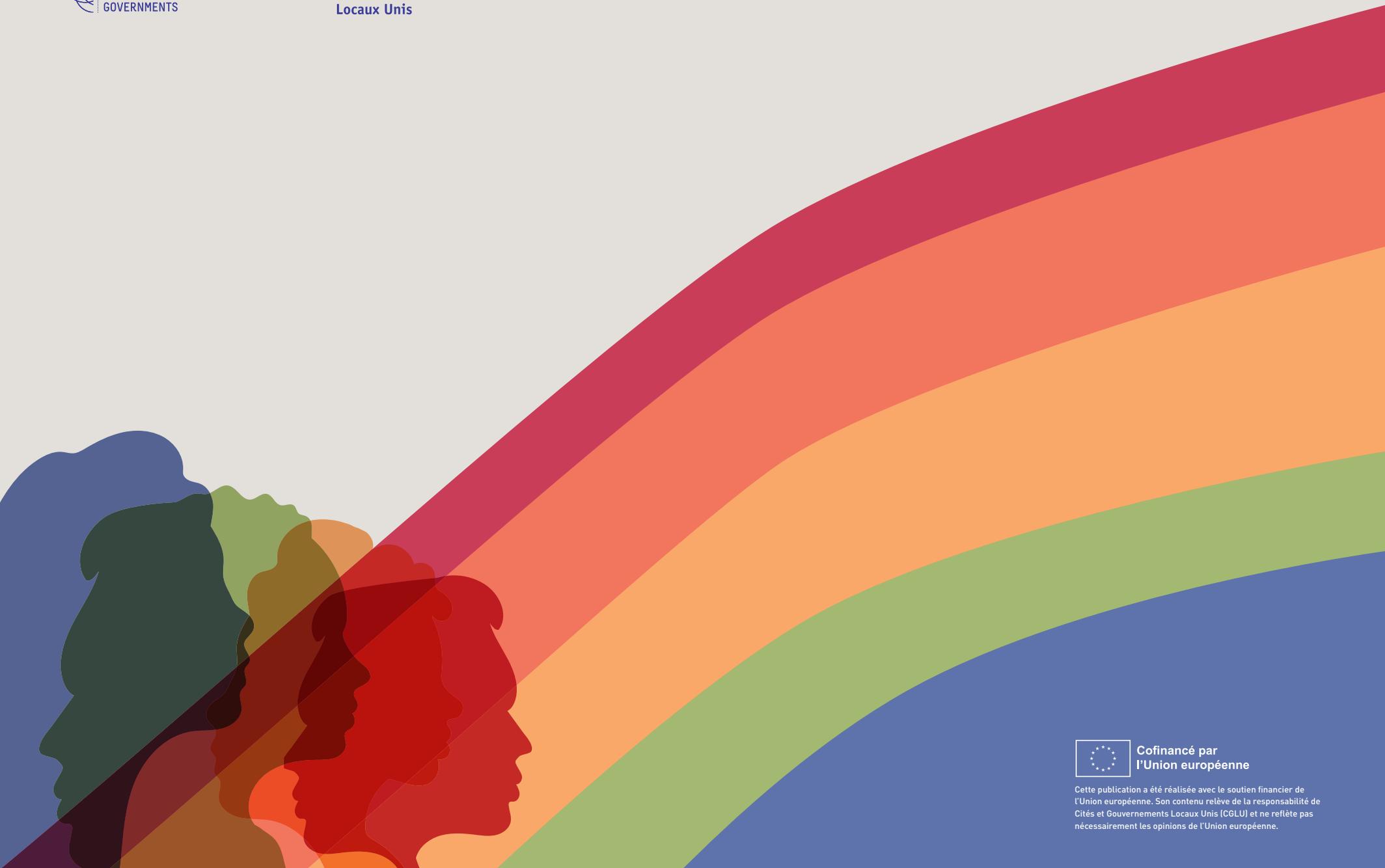
Lors de la COP30 à Belém au Brésil, du 10 au 21 novembre 2025, nous nous engagerons à façonner un avenir résilient et inclusif grâce à une collaboration multinationale. Les gouvernements locaux piloteront la conception de la nouvelle génération de plans climatiques nationaux (CDN 3.0), promouvront le leadership ascendant avec les COP du Town Hall, et joueront un rôle primordial dans la mobilisation du programme de financement climatique mondial de 1 300 milliards USD, en s'assurant que les villes et les régions, en particulier dans l'Amazonie, sont au premier plan de l'action climatique. Nous reconnaissons l'impact disproportionné du changement climatique sur les femmes et les filles, et nous sommes déterminé·es à porter haut le leadership des femmes, dans chacun des aspects de notre réponse, en nous assurant que nos efforts font bien progresser la résilience au climat et l'égalité. Ensemble, nous transformerons les difficultés en opportunités, en renforçant notre engagement envers l'Accord de Paris, l'Agenda 2030 et un avenir durable et équitable pour toutes et tous.

Au cours de la 7e Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-7) qui aura lieu à Nairobi du 8 au 12 décembre 2025, nous avancerons vers une planète résiliente en accélérant les solutions durables à nos crises environnementales interdépendantes. Le prochain Sommet des villes et des régions le 5 décembre permettra de mettre en avant le rôle indispensable des gouvernements locaux et régionaux dans la mise en œuvre du développement durable et les Accords environnementaux multilatéraux. Par ailleurs, nous insisterons sur le fait que les voix des femmes et des communautés discriminées structurellement doivent être à la tête de nos efforts collectifs pour piloter le changement et consolider la gouvernance multinationale dans le cadre de l'Agenda 2030.

LE MOUVEMENT MUNICIPAL DEMANDERA QUE L'ÉGALITÉ SOIT BIEN PLACÉE AU CENTRE DE L'AGENDA POST-2030.

L'Agenda 2030 a été un cadre transformateur pour le développement durable, et pourtant, à l'approche de la date limite de 2030, un grand nombre de cibles ne sont toujours pas atteintes. Un tournant stratégique se révèle nécessaire. Ceci comprend une focalisation assumée et transversale sur l'égalité et l'autonomisation des femmes et des communautés marginalisées dans le leadership, afin de revitaliser les processus démocratiques et tirer parti de la gouvernance locale pour les transformations mondiales.

Nous appelons à une plus forte reconnaissance et un plus grand soutien aux progrès impressionnants faits par les gouvernements locaux pour l'égalité par l'intermédiaire de la transformation des normes sociales, la construction de mouvement, les services et politiques publiques innovantes et la mobilisation de la communauté. Toutefois, nous reconnaissons qu'il reste à aborder d'importantes lacunes dans le financement, le renforcement des capacités et la communication. Pour que l'égalité soit véritablement concrète, nous appelons à des engagements plus vastes pour autonomiser le leadership des femmes, non pas uniquement comme un impératif en matière de droits, mais également comme clé de voûte d'une gouvernance transparente, responsable et réactive. C'est en créant des environnements sûrs, favorables et en investissant dans des formations ciblées et le mentorat que nous forgerons des voies d'accès solides pour les futures femmes leaders et intégrerons des politiques sensibles au genre dans nos institutions. Par le biais de partenariats stratégiques inter-secteurs et des mesures accrues permettant de faire un suivi des progrès spécifiques aux enjeux de genre, nous nous engageons à renouveler le leadership et à renforcer la démocratie, afin de poser les fondements d'un avenir résilient, inclusif et durable, au-delà de 2030.



Cofinancé par
l'Union européenne

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la responsabilité de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.